

ÉDUCATION NATIONALE : DES PERSONNELS EN DANGER

Au lycée Condé de Besançon, le mercredi 02 septembre, une enseignante a dû être hospitalisée en urgence suite à une réunion avec le recteur qui a eu lieu le matin même, suite à un mouvement de grève entamé la veille. Ce mouvement avait été décidé en raison d'un climat de souffrance au travail et d'accusations de harcèlement de la part du chef d'établissement. Loin de manifester écoute et compréhension, le recteur a condamné cette « mise en cause publique de l'honneur d'un chef d'établissement », tout comme « l'instrumentalisation » qu'en feraient certains. La demande d'ouverture d'une enquête administrative portée par les personnels a été refusée, ce que l'enseignante concernée par le harcèlement n'a pas supporté.

Au regard d'autres cas qui se sont produits dans notre académie, il est préoccupant de constater les « difficultés » qu'ont les services rectoraux à prendre les mesures à même de résoudre les dysfonctionnements graves qui touchent certains établissements. La défiance envers les personnels et les organisations syndicales qui les représentent est l'une des clés d'explication, ces dernières étant systématiquement accusées de mettre de l'huile sur le feu. Les réticences du rectorat à laisser les Comités Hygiène et Sécurité jouer pleinement leur rôle et le dogme de la « solidarité administrative » sont le corollaire de cette défiance et amènent aux impasses que l'on peut constater.

La FSU demande que toute la lumière soit faite sur la situation du lycée Condé avec saisine du CHSCTA et interpelle en parallèle le ministère pour que soit diligentée une enquête administrative.